



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 02/07/2023

Reçu en préfecture le 02/07/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230627-2023_31-DE



DÉLIBÉRATION

2023/31

MUTUALISATION DES DROITS SYNDICAUX

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 27 Juin 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-1624 du 24 décembre 2014 modifié, relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 modifié, relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale ;

Vu la circulaire du 20 janvier 2016 relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu la note d'information de la direction générale des collectivités locales en date du 29 juillet 2016 relative à la possibilité de mutualisation des crédits de temps syndical entre les centres de gestion et les collectivités ou établissements non obligatoirement affiliés ;

Vu les protocoles sur les droits syndicaux signés pour les années 2019-2022 et 2023-2026 ;

Monsieur le Président informe le Conseil d'administration que, à la suite des élections professionnelles, un nouveau protocole portant sur les droits syndicaux a été signé avec les organisations syndicales pour les années 2023-2026.

Il indique que, lors des différents échanges, les organisations syndicales ont manifesté leur volonté de procéder à la mutualisation de leur crédit de temps syndical avec des collectivités ou établissements non obligatoirement affiliés.

Il rappelle que, dans le cadre de ce dispositif, la possibilité est offerte, à la demande d'une organisation syndicale, de reporter à la seule année suivante les crédits de temps syndicaux non utilisés lors de l'année civile.

Il précise que les organisations syndicales ayant demandé à bénéficier de ce dispositif pourront désigner les agents bénéficiaires des droits mutualisés parmi leurs représentants en activité dans les collectivités ou établissements signataires.

Il expose également que la convention détermine les modalités financières de la mutualisation de ces droits, notamment la prise en charge par le Centre de Gestion de la rémunération des bénéficiaires de ce dispositif.

Il propose, au vu des droits syndicaux restants en raison des élections professionnelles, de procéder à la conclusion d'une convention avec les collectivités ou établissements non obligatoirement affiliés qui souhaiteraient recourir à ce dispositif.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE* du protocole syndical conclu pour les années 2023-2026.
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions de mutualisation des crédits de temps syndical et à prendre tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette occupation.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 juin 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY